



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

NOV 11 1983

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

S/16083  
26 octobre 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 24 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS DE L'ANGOLA, DU CAP-VERT, DE  
LA GUINEE-BISSAU, DU MOZAMBIQUE ET DE SAO TOME-ET-PRINCIPE

Nous, Représentants permanents de la République populaire d'Angola, de la République du Cap-Vert, de la République de Guinée-Bissau, de la République populaire du Mozambique, et de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, agissant sur ordre de nos gouvernements respectifs, avons l'honneur de transmettre par la présente ce qui suit :

- a) Une lettre de M. José Luis Guterres, membre du Comité central du FRETILIN;
- b) Extraits d'une interview accordée par Mgr Martinho da Costa Lopes, ancien administrateur apostolique du Timor oriental, à une organisation des droits de l'homme qui a son siège à Londres;
- c) Extraits d'un rapport sur les droits de l'homme et la situation sociale et humanitaire au Timor oriental rédigé et rendu public par le Conseil révolutionnaire de résistance nationale (RCNR), l'organe politique et militaire du FRETILIN, siégeant dans la zone libérée du Timor oriental.

Vu la gravité de la situation au Timor oriental et l'importance des documents susmentionnés, nous vous serions très obligés de bien vouloir faire distribuer ces derniers comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Angola auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Elisio de FIGUEIREDO

Le Représentant permanent du Cap-Vert auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Amaro Alexandre da LUZ

Le Représentant permanent de la Guinée-Bissau  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Inacio SEMEDO, Jr,

Le Représentant permanent du Mozambique auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Manuel DOS SANTOS

Le Chargé d'affaires de la Mission permanente  
de Sao Tomé-et-Principe auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Adriano CASSANDRA

Annexe I

Lettre datée du 20 octobre 1983, adressée au Président du Conseil de  
sécurité par M. José Luis Guterres

J'ai été chargé par M. José Alexandre Gusmao, commissaire politique national du Front révolutionnaire du Timor oriental indépendant (FRETILIN), Commandant en chef des Forces armées de libération nationale du Timor oriental (FALINTIL), de vous communiquer des renseignements supplémentaires sur la situation au Timor oriental.

1. Comme chacun sait, une importante offensive militaire indonésienne est en cours contre le peuple du Timor oriental. Des détails sur cette offensive à laquelle participent environ 20 000 hommes ont été communiqués au Conseil de sécurité le 7 octobre 1983 et figurent dans le document S/16034 daté du 11 octobre 1983.

2. Actuellement, la situation au Timor oriental est extrêmement grave. Des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants innocents ont été sommairement exécutés par les troupes indonésiennes. Plusieurs centaines ont été arrêtés. Le fragile secteur agricole a été complètement désorganisé et le territoire connaît déjà une pénurie alimentaire grave. Des milliers de personnes vont périr dans les prochains mois. Dans la circonscription de Lospalos, 50 femmes, enfants et personnes âgées ont été conduits en pleine nuit, dans un camion militaire, jusqu'aux abords de la ville. Leurs corps ont été retrouvés plusieurs jours plus tard, criblés de balles. A Baucau, deuxième ville du pays, six jeunes gens ont été traînés de force hors de l'hôpital local où ils avaient été admis pour tuberculose et ont été abattus sur la place du marché. Des scènes identiques se reproduisent chaque jour dans tout le Timor oriental depuis le début de l'offensive armée indonésienne, il y a deux mois.

3. Alors que la Mission permanente de l'Indonésie essaie de jeter le doute sur l'exactitude des rapports du FRETILIN sur la situation actuelle au Timor oriental, c'est le "Gouverneur" fantoche indonésien dans la "province", M. Mario Carrascalao qui a publiquement évoqué l'opération militaire en question. Selon une dépêche de UPI du 17 octobre 1983, M. Carrascalao aurait déclaré au quotidien indonésien Sinar Harapan qu'"une opération des forces armées indonésiennes visant à nettoyer l'île de centaines de rebelles nationalistes sera menée à terme d'ici plusieurs mois".

4. Le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, exerçant son droit de réponse lors du débat général de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, le 14 octobre 1983 a déclaré : "Me basant sur la réalité plutôt que sur la fiction ... je peux déclarer catégoriquement que le CICR poursuit ses divers programmes au Timor oriental et sur l'île d'Atauro". La communauté internationale ne peut qu'être consternée par ce pur mensonge de la part du représentant permanent d'un Etat Membre. Dans son rapport de situation No 10 de septembre 1983, cette institution humanitaire ayant son siège à Genève a déclaré :

"On n'a pu fournir aux populations de l'île principale l'aide prévue, mentionnée dans la section 7 du rapport précédent (No 9). Les délégués du CICR n'ont pu accéder à tous les villages afin d'y procéder à l'évaluation des besoins préalable à la distribution de l'aide. Etant dans l'impossibilité d'appliquer les critères habituels de la Croix-Rouge internationale pour la fourniture de l'aide, le CICR a décidé en juillet 1983 de suspendre sa participation aux activités d'assistance aux populations de l'île principale. Le CICR est prêt à reprendre cette assistance sur l'île principale à tout moment, à condition que ses délégués puissent atteindre toutes les personnes qui ont besoin de cette aide. Les autorités indonésiennes ont déclaré qu'elles accorderaient à nouveau cette possibilité d'accès à un stade ultérieur."

5. Dans un document plus récent, daté du 18 octobre 1983 et intitulé "Le point sur les activités du CICR au Timor oriental", le CICR a à nouveau informé les pays donateurs que, depuis juillet de cette année, il avait cessé ses activités au Timor oriental, exception faite de l'île d'Atauro.

6. Le Représentant permanent de l'Indonésie est en contradiction avec lui-même quand il admet dans la même déclaration devant l'Assemblée générale que "seules les opérations de secours sur le continent ont été suspendues temporairement en raison des récents incidents".

7. Le Représentant permanent de l'Indonésie veut faire croire à la communauté internationale que des incidents dans une région particulière sont une raison suffisante pour imposer une "suspension temporaire" sur tout le territoire.

8. La vérité en cette affaire c'est qu'une offensive militaire indonésienne de grande envergure est en cours et que les autorités indonésiennes ont jugé nécessaire de "suspendre temporairement" la présence du CICR au Timor oriental. Le CICR ne sera autorisé à reprendre ses activités que quand l'offensive militaire actuelle sera terminée, dans "plusieurs mois" comme M. Mario Carrascalao le "Gouverneur" indonésien fantoche l'a déclaré dans son entretien avec le quotidien indonésien Sinar Harapan.

9. Le Conseil révolutionnaire de résistance nationale (RCNR) continuera chaque fois qu'il le jugera nécessaire d'informer le Conseil de sécurité sur les développements de la situation au Timor oriental.

(Signé) José Luis GUTERRES

Membre du Comité central  
du FRETILIN

Annexe II

Entretien avec l'ancien évêque du Timor oriental

Mgr Martinho da Costa Lopes a été l'Administrateur apostolique du Timor oriental de 1977 à 1983. En mai de cette année, on l'a persuadé de donner sa démission. Il a alors décidé de quitter le Timor oriental. Après être resté quelques semaines au Vatican pour faire rapport sur la situation, il est allé au Portugal après avoir refusé un poste qui lui était offert à Rome. En septembre, il s'est rendu à Londres, à Dublin, à Paris et aux Pays-Bas où il a eu des entretiens avec de nombreux groupes, des parlementaires et des représentants des gouvernements et donné des conférences de presse. Il a accordé l'interview suivante alors qu'il se trouvait à Londres.

Quelle a été votre expérience personnelle de l'invasion du Timor oriental par l'Indonésie en 1975?

Avec l'arrivée des Indonésiens, ont commencé les massacres, les tortures, les captures, et l'arrestation de suspects au milieu de la nuit. De nombreux habitants ont été tués dès le premier jour de l'invasion. Ce fut une période terrible.

Etiez-vous à Dili le jour de l'invasion?

Oui, j'y étais. Dès le début, tous ces événements m'ont profondément inquiété.

Je pense qu'on peut distinguer trois périodes dans la guerre depuis 1975, la première va allant de 1975 à 1979, la deuxième de 1979 à 1982 et la troisième étant la période actuelle. La première période a été marquée par d'horribles massacres, des tortures, des arrestations massives. Nous essayons d'oublier ce qui s'est passé à cette époque car ces souvenirs sont trop pénibles. Tant de gens ont été tués! Avec la deuxième période on a assisté à ce que nous appelons la "timorisation" de la guerre. L'armée indonésienne a commencé, sans doute parce qu'elle n'était pas en mesure de lutter contre le FRETILIN et qu'elle avait perdu tant de soldats, à choisir de jeunes Timorais, qu'elle envoyait à Bali pour qu'ils y reçoivent une instruction militaire, puis qu'elle rapatriait à Timor pour les faire combattre contre le FRETILIN. Ainsi, pendant la première période, la guerre s'est livrée entre Indonésiens et Timorais, mais à présent elle se livre entre Timorais. Les soldats timorais forment deux bataillons spéciaux, les bataillons 744 et 745, ainsi que la Hansip (garde civile).

La troisième période a commencé après le cessez-le-feu. Les premiers pourparlers ont été entamés en 1982, mais le cessez-le-feu n'est entré en vigueur, en fait, qu'en mars 1983. J'ai suivi ces événements avec beaucoup d'intérêt, espérant qu'ils déboucheraient sur un dialogue entre le FRETILIN et l'Indonésie mais, comme nous le savons à présent, le dialogue ne s'est pas poursuivi et le cessez-le-feu n'a pas été respecté. L'armée indonésienne a lancé une nouvelle grande offensive.

Cette nouvelle offensive risque, j'en ai peur, d'avoir des conséquences graves pour la population civile, les gens sans défense, les femmes et les enfants, les personnes âgées et les malades. Je ne m'en fais pas de souci pour le FRETILIN car il

a une grande expérience du combat et il est bien armé; je suis certain qu'il sera capable de résister à cette offensive. Mais il y aura beaucoup de victimes dans la population civile. Je pense qu'il est extrêmement important que toutes les organisations humanitaires, les groupes de solidarité, les organisations catholiques, de même que les commissions pour la justice et la paix et les gouvernements étrangers soient au courant de cette nouvelle invasion. Ils doivent faire quelque chose pour arrêter le bain de sang et pour soulager les terribles souffrances de la population du Timor oriental.

Quelle a été l'attitude de l'Eglise catholique au moment de l'invasion?

Tout d'abord, l'Eglise a été impuissante à faire quoi que ce soit. Nous n'avions aucune idée de ce qui allait se passer. Chacun à Dili est resté chez soi tant on avait peur de l'armée indonésienne. Beaucoup d'habitants ont été tués. Je sais que les soldats ont obligé des Timorais soupçonnés d'avoir un drapeau du FRETILIN chez eux à sortir, et qu'ils les ont tous tués.

L'ancien évêque a-t-il essayé de protester et de protéger la population?

A ce moment-là, il était absolument impossible de faire quoi que ce soit. Tout ce que nous pouvions voir c'étaient les soldats qui tuaient sans arrêt. Personne n'osait aller parler aux Indonésiens. Nous ne savions pas du tout à qui nous avions affaire. Les Timorais avaient trop peur pour agir.

Je me souviens du premier jour, lorsque les troupes indonésiennes sont arrivées à Dili. De nombreux soldats indonésiens ont été parachutés. A mesure qu'ils s'approchaient du sol, ils ouvraient le feu. Les soldats qui ont atterri ont commencé à tuer tous ceux qu'ils pouvaient trouver. Il y avait de nombreux cadavres dans les rues. J'étais avec l'évêque, et des personnes sont accourues pour nous dire qu'il y avait de nombreux blessés. Nous avons décidé de les amener à l'hôpital. Mais il y avait des soldats indonésiens dans les rues. L'hôpital se trouvait à cinq kilomètres et il était extrêmement dangereux de conduire dans les rues. Lorsque nous sommes sortis et que nous avons rencontré des soldats indonésiens, nous avons expliqué par gestes que nous voulions amener les blessés à l'hôpital, et ils ont répondu "Commandant, commandant", indiquant du doigt la direction à suivre pour aller voir leur commandant. L'évêque et moi avons donc été voir le commandant pour lui demander la permission d'aller à l'hôpital. Nous avons demandé à deux jeunes Timorais de nous aider à transporter et soigner les blessés. Le commandant (qui pouvait parler anglais) a dit que l'évêque et moi pouvions aller à l'hôpital, mais que les deux jeunes gens devraient rester. Ces paroles nous ont beaucoup affligés et nos jeunes compagnons avaient peur de ce qui leur arriverait si nous partions. Mais comme le commandant continuait à refuser de laisser les garçons venir avec nous et que nous n'osions pas les laisser seuls, l'évêque m'a dit : "Vous, vous partez avec les blessés" (Je conduisais la voiture) "et moi je resterai avec les jeunes gens". J'avais très peur de conduire tout seul mais je suis parti avec des blessés à l'arrière de la voiture.

En chemin, j'ai rencontré de nombreux combattants du FRETILIN. Ils me connaissaient et m'ont demandé où j'allais. "A l'hôpital", ai-je répondu. Ils m'ont dit de faire attention car on se battait beaucoup dans les rues. J'ai conduit aussi vite que j'ai pu, sans m'arrêter pour regarder quoi que ce soit. A

l'hôpital, j'ai demandé aux infirmières de s'occuper des blessés aussi rapidement que possible, puis je suis retourné directement trouver le commandant. Il m'a demandé ce que j'avais vu en chemin. Je lui ai répondu qu'il y avait des combattants du FRETILIN partout et qu'il devrait faire attention.

L'évêque était encore là, assis dans un coin, disant son rosaire. Il était environ midi et les soldats indonésiens étaient en train de sortir leurs rations. J'ai alors dit au commandant : "Vos soldats sont en train de déjeuner; nous aussi nous avons faim et nous voulons rentrer déjeuner". Le commandant a répondu : "D'accord, l'évêque et vous pouvez rentrer, mais les deux garçons doivent rester".

En entendant cela, les jeunes gens nous ont dit : "S'il vous plaît, Mon Père, ne nous laissez pas ici. Nous avons peur qu'ils ne nous tuent". Moi aussi je craignais pour leur sort. J'ai alors dit au commandant : "Nous étions quatre à arriver ici et nous serons quatre à en repartir. Je refuse de laisser deux d'entre nous derrière. S'il faut mourir, nous mourrons tous les quatre. Nous ne pouvons rentrer et laisser les deux garçons ici; il n'en est pas question". Après de longs pourparlers, le commandant a finalement accepté de nous laisser tous partir. Nous avions terriblement peur de ce qui aurait pu arriver. Les rues étaient pleines de cadavres, timorais et javanais. Je n'avais jamais rien vu de tel. C'était incroyable. La mort partout. J'ai cru que mon heure était venue, pour moi aussi, mais apparemment Dieu en a décidé autrement, et j'ai survécu.

Comment a réagi votre prédécesseur, l'évêque Ribeiro qui était l'ancien évêque de Dili?

Oh, le pauvre homme, il était complètement effondré. Il était totalement dépassé par la situation. Tout ce qu'il faisait, c'était de pleurer, pleurer chaque fois qu'il apprenait ce que faisaient les Indonésiens. Il ne faisait que pleurer.

Lors des premières années de la résistance, étiez-vous en mesure de garder le contact avec les combattants de la résistance?

Non, c'était impossible. Tous ceux d'entre nous qui étions dans les villes ne pouvions en partir ni contacter qui que ce soit. Bien entendu, les prêtres qui se trouvaient à l'intérieur, dans les missions catholiques, ont pris le maquis avec la population. Puis après deux ou trois ans, nous leur avons demandé de quitter le maquis.

Quel a été le rôle des troupes indonésiennes après la "timorisation" de la guerre?

Bien entendu, les Indonésiens continuaient à participer aux combats. Mais comme ils ne voulaient pas se trouver face à face avec les soldats du FRETILIN, ils envoyaient des Timorais à leur place. Ils ont essayé de faire croire que les Timorais luttait contre leurs frères, mais le FRETILIN a bien précisé : "Ce n'est pas une guerre entre nous, mais entre l'Indonésie et Timor". Aussi, lorsqu'il y avait des accrochages, les Timorais n'engageaient pas le combat les uns avec les autres. Les troupes des deux bataillons timorais ne se sont pas battues contre celles du FRETILIN. Ainsi comme vous le voyez, bien que les Indonésiens aient tout fait pour que les Timorais combattent à leur place, et tâché de les allécher par

tous les moyens, y compris l'argent, ils n'ont pas réussi. Je sais que de nombreux Timorais des deux bataillons sont extrêmement nationalistes et qu'ils ne combattront pas contre le FRETILIN.

La "timorisation" de la guerre a donc commencé avant l'Operasi Keamanam de 1981?

Oui, en 1979. Les bataillons timorais ont dû prendre part à l'opération de 1981, mais le gros des forces était constitué par la population civile qui a subi des pertes considérables. C'est au cours de cet "Operasi" que j'ai été emmené à Baucau pour m'y entretenir avec le général Jusuf, commandant des forces armées. Il a envoyé un hélicoptère à Dili pour que je le rejoigne à Baucau. J'avais fait savoir à plusieurs reprises et sans équivoque que j'étais absolument opposé à cet Operasi. J'ai rencontré les généraux Jusuf, Dading Kalbuadi et Ali Murtopo. Je leur ai dit qu'avant de lancer une opération d'une telle envergure, ils auraient dû prévoir le coût de la nourriture, des médicaments et des transports nécessaires. Les opérations devaient se dérouler sur des distances considérables et engager un très grand nombre de personnes. Je leur ai dit que les gens mouraient dans les rues de faim et de faiblesse. J'ai également protesté contre le fait que même les jeunes écoliers étaient contraints de participer aux opérations. Je leur ai fait part de mon étonnement devant une telle situation. Il a répondu qu'il ne me croyait pas mais après vérification il a dû constater que j'avais raison. J'ai expliqué aux généraux que malgré les sommes d'argent considérables qui avaient certainement été fournies pour ces opérations, ceux qui étaient contraints d'y participer ne recevaient aucune nourriture, et ne disposaient ni de médicaments ni de moyens de transport. J'ai essayé de leur faire comprendre que la corruption était considérable et que le peuple timorais en faisait les frais. Je ne leur ai pas dit directement mais je pense qu'ils ont compris ce que je voulais leur dire.

Est-ce qu'Operasi Keamanam a été une réussite pour l'Indonésie?

Non, absolument pas. Bien au contraire, les résultats sont allés à l'encontre du but recherché. Rien n'a été accompli, absolument rien. La raison en est que les Timorais qui devaient former en quelque sorte une "barrière humaine" à l'avant-garde des troupes indonésiennes, ont dévoilé aux combattants du FRETILIN les plans des Indonésiens et les ont aidés à s'échapper. Pendant toute la durée de ces opérations et depuis lors, le FRETILIN a continué à lutter et à se renforcer. Les Indonésiens n'ont rien accompli.

Ces opérations ont également eu pour résultat de rendre les Timorais encore plus anti-Indonésiens que jamais. Tant de gens en sont revenus dans un état d'épuisement physique épouvantable. Ils ne pouvaient cultiver leurs champs ni produire la nourriture dont ils avaient besoin.

Parce que je pouvais prévoir les répercussions que cela aurait sur le niveau de la production alimentaire, j'ai envoyé en novembre 1981 une lettre au Conseil australien des évêques l'informant de ce qui risquait de se produire. Pendant les mois de juillet, août et septembre, toute la population masculine, des adolescents aux adultes dans leur cinquantaine, est partie prendre part à ces opérations. Ils sont rentrés chez eux faibles et épuisés. En conséquence, les champs n'étaient pas prêts pour les semailles, ce qui risquait de compromettre gravement la récolte suivante. La période des semailles se situe au début de novembre mais les champs avaient être préparés bien à l'avance. Effectivement, il y a eu une pénurie de nourriture en 1981 et en 1982.



Quelles ont été les répercussions de l'occupation indonésienne sur le niveau de la production alimentaire?

Vous savez, si les Indonésiens autorisaient les Timorais à se déplacer librement et à vivre où ils le veulent, il n'y aurait pas de disette. Bien entendu, les récoltes sont fonction de plusieurs éléments, notamment le climat. Mais le problème est que la population est obligée de vivre dans des endroits déterminés et n'est pas autorisée à se déplacer dans un rayon de plus de 5 km. Au-delà de cette limite, les gens courent le risque de se voir tirer dessus, soupçonnés qu'ils sont de tenter de prendre contact avec le FRETILIN. C'est la principale raison pour laquelle la population ne peut produire suffisamment de nourriture.

Lorsque l'on discute de la situation alimentaire au Timor oriental, on a tendance à ne s'inquiéter que de savoir si l'aide alimentaire est suffisante. Mais manifestement là n'est pas la question. Est-ce qu'il y avait des disettes au Timor avant 1975?

Non. Bien entendu, de temps en temps une catastrophe naturelle comme par exemple un cyclone endommageait les récoltes mais, d'une manière générale, il y avait suffisamment de nourriture pour satisfaire aux besoins primordiaux de la population. Je dois avouer que les Timorais ne travaillent pas plus qu'il n'est absolument nécessaire pour satisfaire à ces besoins, mais auparavant ils ne manquaient jamais de nourriture.

Que pourriez-vous nous dire sur les besoins en bétail et en outils agricoles de la population?

Les buffles étaient autrefois très importants pour la riziculture mais maintenant presque plus personne n'en possède. Beaucoup de bêtes ont été tuées pendant la guerre. Il y a un endroit où une mission catholique possède quelques tracteurs mais cela ne peut aider que quelques personnes. Partout ailleurs, les travaux de préparation des rizières sont épuisants, faute de buffles. Les quelques tracteurs qui existent tombent souvent en panne et, sans moyens techniques, la population ne peut les réparer. Autrefois, la plupart des paysans possédaient leurs propres buffles ou bien pouvaient en emprunter à leurs voisins contre une somme modique.

Il y a également une grande pénurie d'outils agricoles de sorte que les paysans doivent cultiver leurs champs à l'aide d'une simple houe. C'est un travail très difficile, très lent et très peu rentable.

Le FRETILIN a subi de graves défaites en 1978. Comment a-t-il réussi à reprendre le dessus après cela?

Oui, c'est tout à fait extraordinaire. Il y a eu une période pendant laquelle Xanana a complètement disparu. Les guérilleros étaient très inquiets car ils ne savaient pas ce qui lui était arrivé. Mais, bien que je ne puisse pas expliquer tous les détails, certaines personnes l'ont aidé à s'échapper pendant quelques mois, ce qui lui a permis d'étudier et d'analyser la situation à fond. Il est ensuite revenu et a commencé à réorganiser ses partisans. Cette réorganisation,

qu'ils ont menée tous ensemble, a été très bien faite. En 1980, 1981 et 1982, ils sont devenus très puissants. Xanana a assumé la direction du mouvement de résistance immédiatement après la destruction des bases rouges et l'assassinat de Nicolau Lobato. Auparavant, il était chef en second, mais après l'assassinat de Lobato, il a pris le commandement. Il s'est révélé très habile pour réorganiser la résistance. Ce fut un coup terrible lorsqu'en juin 1980, le FRETILIN a lancé une attaque contre une installation à Dili. Personne ne parvenait à comprendre comment ils avaient réussi à regagner autant de forces. A cette époque, en 1980 et 1981, des rumeurs circulaient au sujet de réunions secrètes organisées par le FRETILIN.

Je dois dire que j'ai été très frappé en lisant les documents saisis par l'armée de constater que les Indonésiens admettent que le FRETILIN a pu s'infiltrer dans tous les villages, et qu'il a des bases et des partisans absolument partout. Vous rendez-vous compte de ce fait lorsque vous étiez au Timor oriental?

Oui, je m'en rendais compte. Au début, c'est-à-dire en 1978, je n'ai rien remarqué. Mais par la suite, nous nous sommes aperçus petit à petit que le FRETILIN réussissait à s'infiltrer partout, jusqu'au coeur même de Dili. On trouve des partisans du FRETILIN dans tous les bureaux, aux échelons les plus élevés et jusque dans les forces armées indonésiennes. Ils sont tous clandestins bien entendu. Dans son message au Comité extérieur du FRETILIN, Xanana a déclaré que lorsqu'on cherche les partisans du FRETILIN, il faut bien se rendre compte qu'ils sont partout. Le FRETILIN c'est le peuple tout entier. Je puis vous assurer que c'est absolument vrai. Xanana a dit que les Indonésiens demandent à tout le monde où se trouvent les partisans du FRETILIN. En vérité, ils sont partout, la population tout entière soutient le FRETILIN. Si les Indonésiens veulent se débarrasser du FRETILIN, ils devront tuer toute la population. J'en suis convaincu. Ils sont si bien organisés que leurs dirigeants savent tout. Xanana est informé immédiatement de tout ce qui se passe à Dili. Ils savent tout.

Comment interprétez-vous cette offensive dans le contexte de la politique indonésienne?

Je pense que cela prouve que les efforts d'annexion de l'Indonésie ont complètement échoué. Je pense que dans leur for intérieur ils savent qu'ils ont commis une erreur colossale en essayant d'annexer le Timor mais ils n'admettront jamais cela en public. La population du Timor refuse tout simplement d'être intégrée. J'ai souvent dit que si le peuple acceptait l'intégration, je l'accepterais moi aussi et lui donnerais tout mon soutien, mais l'inverse est tout aussi vrai. Si la population ne veut pas être intégrée, si elle veut garder son indépendance, nous devons tout faire pour l'aider. Les Indonésiens ont commis une erreur magistrale en ne comprenant pas cela et ils continuent à commettre la même erreur. Ils doivent par conséquent user de violence pour imposer leur volonté. Il se peut que par cette violence ils parviennent à leur objectif mais cela ne saurait être que temporaire, ce ne sera jamais une victoire définitive.

Vous savez, nous croyons tous en Dieu. Il ne peut appuyer les efforts de ceux qui usent de force et de violence pour imposer leur volonté à d'autres peuples. Je suis personnellement convaincu qu'ils paieront en ce monde pour les fautes qu'ils commettent. Je ne suis pas contre l'Indonésie, mais j'aimerais qu'elle respecte le

droit des Timorais à l'indépendance. La population indonésienne est déjà si nombreuse et dispersée sur un si grand nombre d'îles, plus de 3 000. Pourquoi donc ne s'occupent-ils pas de toutes ces autres îles? Beaucoup d'entre elles sont pauvres.

A votre avis, pourquoi l'Indonésie veut-elle annexer le Timor oriental?

C'est en grande partie par égoïsme : l'Indonésie veut prouver sa force et sa supériorité. Elle n'a absolument aucun sens de l'humilité. Cette terrible arrogance la rend totalement aveugle. Elle refuse tout simplement de reconnaître que l'ère de l'impérialisme est révolue. Pourtant, l'histoire le montre bien et nous ne devons pas oublier ses leçons. L'évolution de l'histoire va dans le sens de l'indépendance. Tous les peuples veulent être indépendants et l'Indonésie doit elle aussi accorder l'indépendance au peuple timorais.

A combien estimez-vous le nombre des troupes indonésiennes au Timor oriental?

D'après les informations que j'ai reçues à ce sujet, à environ 20 000, et ce nombre augmentera certainement. Au début de l'année, avant de commencer les préparatifs en vue de cette nouvelle offensive, l'Indonésie avait environ quatre bataillons au Timor oriental, soit à peu près 4 000 hommes, sans compter les bataillons 744 et 745 à qui les Indonésiens ne font pas confiance car les hommes qui les composent sont très nationalistes.

Percevez-vous des différences dans le moral des troupes?

Oui, énormément. Les guérilleros sont très différents des soldats indonésiens. Pourquoi? Parce qu'ils luttent pour un idéal, pour la réalisation de leur propre indépendance. Aussi, quoi qu'il leur arrive, quels que soient les sacrifices exigés d'eux, ils continuent à se battre. En revanche, les soldats indonésiens ont été contraints de venir à Timor et de se battre. Ils ne sont pas venus de leur propre gré et personne ne peut dire pourquoi ils se battent. Leur moral est bas alors que celui du FRETILIN est vraiment excellent. Lorsque les combattants du FRETILIN versent leur sang, ou se montrent prêts à mourir pour leur cause, ils sont très fiers car ils pensent qu'il vaut mieux mourir que vivre dans un pays qui ne serait pas indépendant. C'est pourquoi ils se sentent absolument invincibles. Les Indonésiens se battent parce que ce sont des mercenaires alors que les Timorais se battent parce qu'ils le veulent, parce qu'ils veulent l'indépendance de Timor.

Avez-vous constaté que certaines troupes indonésiennes font preuve d'une plus grande brutalité que d'autres?

Ce qui se passe avec les troupes indonésiennes, c'est que, lors des premiers combats sur le champ de bataille, elles font preuve d'une extrême barbarie, mais peu à peu, fatiguées et lasses, leur ardeur s'émousse. Il est très difficile pour elles de se battre au Timor oriental. Il arrive qu'elles n'aient pas suffisamment de vivres et qu'elles aient à affronter les intempéries, le froid et la pluie, sans moyen de transport. De plus, comme leur moral est très bas, elles perdent très vite tout courage.

Est-ce que l'Indonésie est obligée d'assurer très fréquemment la relève de ses troupes?

Oui. Certains soldats ne veulent vraiment pas se battre parce qu'ils reconnaissent le droit du peuple timorais à l'indépendance. Ils ne voient aucune raison justifiant cette guerre. Vous savez, il y a eu des incidents où des compagnies indonésiennes tout entières, y compris leurs officiers, ont refusé de se battre lorsqu'elles se sont retrouvées en face des troupes du FRETILIN, elles ont remis leurs armes au FRETILIN et se sont retirées. De nombreux soldats indonésiens ont été punis et ont été envoyés à Bali pour être traduits devant un tribunal militaire.

Que savez-vous des troupes du Kopassandha (RPKAD)?

Il paraît que ce sont d'excellents soldats, mais même eux s'enfuient lorsqu'ils se trouvent confrontés aux troupes du FRETILIN. Ils ont peur, vraiment peur. Parfois, il suffit que quelqu'un crie "Attention, les troupes du FRETILIN! Le FRETILIN arrive!" pour que ces troupes prennent la fuite.

Mais les troupes indonésiennes possèdent des armes plus perfectionnées, non?

Oui, mais le FRETILIN s'est emparé de nombre de ces armes, y compris d'armes automatiques, qui appartenaient au RPK et à d'autres troupes. Ces soldats ont peur et ne veulent pas mourir. On se demande souvent comment la résistance peut survivre. Il faut se rendre compte qu'elle aussi a de nombreuses armes. Au début, les résistants utilisaient les armes héritées de l'ancienne armée coloniale portugaise, des Mauzers, des fusils G3 et autres, mais maintenant, ils ont des armes plus modernes, plus sophistiquées - des armes automatiques, des mitrailleuses, des munitions - qu'ils ont toutes prises aux Indonésiens.

Savez-vous si l'Indonésie a utilisé des armes chimiques?

Je ne sais pas exactement. Je n'ai aucune expérience de la technologie militaire mais je sais que, dans certains cas, lorsque des bombes étaient lâchées, il jaillissait des flammes qui brûlaient tout sur leur passage y compris la végétation. Peut-être était-ce des bombes au napalm. J'ai vu leurs effets mais je ne puis dire de quelles armes il s'agissait.

Les Indonésiens ont commencé à installer des transmigrants au Timor oriental. Savez-vous quelque chose à ce sujet?

Au début, les autorités militaires m'ont informé de cette opération. Elles prétendaient qu'il serait bon d'amener des agriculteurs d'autres régions pour former les Timorais aux techniques agricoles. Ainsi, environ 200 familles venues de Bali ont été installées à Maliana. Toutefois, le Gouvernement indonésien a commis une grave erreur en installant ces familles sur des terres qui appartiennent aux Timorais, qui ont été chassés de ces terres. Ces Timorais étaient furieux, mais, impuissants, ils n'ont rien dit. Ils sont venus me voir et m'ont raconté ce qui s'était passé. Ils m'ont dit qu'ils ne voyaient pas d'inconvénient à ce que des Balinais s'installent dans leurs villages mais qu'ils ne pouvaient pardonner

aux Indonésiens de les avoir expulsés de leurs terres pour y installer des transmigrants. Leur argument était qu'il y avait bien d'autres terres que ceux-ci pouvaient occuper et ils ne comprenaient pas pourquoi ils ne s'installaient pas ailleurs. J'ai donc porté ces doléances à l'attention des autorités indonésiennes qui ont décidé de mettre fin pour l'instant à ces opérations. Je leur ai signalé que si elles n'y mettaient pas fin, le FRETILIN risquait de les obliger à le faire.

Est-ce que les terres données aux agriculteurs balinais ont été rendues aux Timorais?

Non. A cela s'ajoute un autre problème : ces nouveaux venus non seulement occupent les terres des Timorais mais ils leur volent aussi leurs emplois. Comme ces agriculteurs balinais ne connaissent pas bien la terre et n'ont pas une grande expérience de l'agriculture, ils ont pris d'autres emplois dans des secteurs tels que la construction, la menuiserie et autres. Ils sont privilégiés par rapport aux Timorais qui ont ainsi perdu non seulement leurs terres mais aussi plusieurs des emplois qu'ils avaient autrefois. Cette situation a créé des conflits entre les paysans indonésiens et les Timorais qui ont été rejetés - à la fois ceux qui ont perdu leurs terres et ceux qui ont perdu leur travail.

J'ai dit aux responsables du Korem à Dili que cela n'est dans l'intérêt ni des Timorais ni des Indonésiens qui s'installent à Timor. Cette discrimination à l'égard des Timorais est totalement injuste.

A votre avis, quelles sont les raisons pour lesquelles les gouvernements occidentaux ont gardé le silence face à l'invasion et à l'annexion indonésiennes du Timor oriental?

Je pense que la première raison en est que ces pays ont des liens commerciaux étroits avec l'Indonésie et réalisent d'énormes investissements dans ce pays. Ils craignent donc que s'ils critiquent l'Indonésie, ces opérations en souffriront et ils perdront les bénéfices que celles-ci peuvent leur rapporter. J'ai également l'impression que les détenteurs du pouvoir sont animés par des motifs profondément matérialistes et se soucient peu des idéaux ou de la moralité en ce qui concerne les droits de l'homme même s'ils ne cessent de les invoquer. Les profits qu'ils peuvent réaliser sont la seule chose qui les intéresse et ils n'hésitent pas à sacrifier les principes pour servir leurs intérêts matérialistes.

Je constate que bien des gens en Occident perdent le sens du péché. Apparemment, ils ne voient plus aucun mal nulle part, tout est permis. Et, lorsque l'on perd le sens du péché, on perd aussi le sens de Dieu. Nous avons besoin de Dieu parce que nous sommes des pécheurs. Si les gens se considèrent comme des surhommes, ils n'ont plus besoin de Dieu. C'est là une chose terrible.

Est-ce que cela n'est pas également vrai des soldats indonésiens au Timor oriental?

Je ne vois pas les choses de cette façon. Les soldats font la guerre parce qu'ils y sont obligés, ils exécutent des ordres. Par contre, les autorités, le Gouvernement indonésien sont les véritables responsables des massacres de plusieurs centaines de milliers de personnes en Indonésie aussi et de dizaines de milliers de morts au Timor oriental. C'est le gouvernement le coupable.

Annexe III

A. Extrait d'un rapport sur les droits de l'homme et la situation sociale et humanitaire au Timor oriental établi et rendu public par le Conseil révolutionnaire de la résistance nationale

En juillet de l'année en cours, le FRETILIN a envoyé un rapport détaillé de 40 pages sur les violations des droits de l'homme et la situation économique et sociale qui règne dans les nombreux camps stratégiques dispersés sur l'ensemble du pays.

Railaco, au sud-ouest de Dili

... la malnutrition est grave. Le 6 mai de l'année en cours, plusieurs colonnes de guérilleros ont traversé Faeisi, district de Railaco; lorsque ceux-ci ont procédé au contrôle des cases, ils ont découvert que l'on ne disposait que de trois mois de réserves de manioc séché. La situation économique est pire qu'en 1976-1978, au plus fort des opérations militaires. Il n'y a aucun service médical pour la population et les parents s'opposent à ce que leurs enfants apprennent l'indonésien.

Likor/Lacio

... c'est un camp de concentration sur les rives du fleuve Lado (à l'est de Dili). La moitié de la population du camp est atteinte de maladies et très affaiblie à cause de la malnutrition. Elle manque de vêtements, et les cases sont souvent inondées... La région produisait autrefois du riz ce qui n'est pas possible à l'heure actuelle.

Bazartete

... ici la population cultive le bétel, le coprah et le café, ce qui lui permet de conjurer la faim. Mais au mois de mars, des taxes ont été imposées sur ces produits pour la première fois, et la population doit également céder un tiers de la production pour financer les opérations de nettoyage de l'armée. Seuls ceux qui soudoient les troupes indonésiennes ont l'autorisation de vendre leur café à Dili.

Hatu Bullico

... camp de concentration sur la route reliant Aimara à Aile, situé dans les montagnes de Ramelau. Il faut plusieurs mois pour obtenir une récolte de maïs. Le camp souffre d'une grave pénurie d'aliments, et pendant les périodes de pénurie alimentaire, la population part à la recherche de plantes sauvages. Tous sans exception, y compris femmes et enfants, sont soumis à des travaux forcés. Les habitations avec des toits en tôle sont occupés par les Timorais qui travaillent pour des fonctionnaires coloniaux ou les membres de l'hansip, mais elles ont des parois très minces. Celles où habite le reste de la population sont pires, avec des toits en paille ou même en feuilles.

Same : agglomération et camps avoisinants

... les seuls particuliers qui possèdent encore quelques biens et têtes de bétail sont les fonctionnaires, camats, bupatis, agents de police, directeurs d'école et chefs traditionnels. Dans son ensemble la population se nourrit uniquement de manioc et de patates douces. C'est une région froide et montagneuse où le maïs pousse lentement; la récolte de maïs est vendue pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat des produits de première nécessité. Au cours des mois où la pénurie d'aliments est la plus sensible, de décembre à février, la population se nourrit de plantes sauvages. Aux époques d'activités agricoles intenses (préparation du sol, arrachage des mauvaises herbes et semailles) la population doit travailler gratuitement sur les terres des autorités coloniales. C'est ce qu'on appelle le gotong-royong (pratiques d'entraide)... Le contrôle rigoureux des des mouvements de population et les autorisations de cultiver les terres délivrées par l'administration en fonction des besoins de la situation de guerre ont conduit à l'abandon de nombreuses terres.

Betano

... camp de concentration situé près de la côte sud à 10 km environ de la ville de Same. Ici la terre est fertile mais la population n'a que des instruments agricoles primitifs et par voie de conséquence la production est très faible. Seuls les propriétaires fonciers possèdent des têtes de bétail; si elle veut cultiver le riz avec l'aide d'animaux, la population doit fournir gratuitement du travail en compensation. Pendant les mois de grave pénurie alimentaire, elle est tenue de faire des travaux forcés. Tout au long de l'année elle doit un ou deux jours de travail forcé par semaine. Pendant les périodes d'activités agricoles intenses, il lui arrive de travailler sans interruption pendant une ou deux semaines.

Alas

... situé à 5 km environ à l'est de Same. Bien que l'on puisse obtenir deux récoltes de maïs par an dans cette région, les conditions dans lesquelles vit la population sont très mauvaises en raison de la fréquence des moustiques et des maladies et de l'absence totale de services médicaux. L'état physique de la population ne lui permet pas d'obtenir des rendements élevés de maïs. Il suffit d'entrer dans les cases pour se rendre compte que la population se nourrit principalement de sagou et d'huhitrik, tubercule comestible, qu'elle cueille dans les forêts.

A We-susu, à 5 km au sud d'Alas, les conditions sont meilleures parce que la population peut cultiver davantage de maïs et de magnoc. Mais là aussi à certaines périodes, la population souffre de la faim et ne subsiste qu'en se nourrissant de sagou.

Manatuto

... situé sur la côte nord, à l'est de Dili. La population pratique la culture du riz, mais la production est bien inférieure à ce qu'elle était avant la guerre parce que la plus grande partie du cheptel a été confisquée par les Indonésiens, et aussi parce qu'à la suite de la politique menée par les forces d'occupation, la superficie autorisée pour les cultures a été sensiblement réduite. Quelques personnes subsistent des produits de la pêche. La production de sel est une activité traditionnelle de la région, mais les zones où la production est autorisée ont été grandement réduites.

Kaelilo

... emplacement d'un camp, à 2 km au sud de Manatuto. Ici, la production de maïs est supérieure à ce qu'elle est partout ailleurs, mais même ainsi elle ne permet de satisfaire les besoins que pendant trois ou quatre mois; le reste de l'année la population vit de la cueillette de plantes sauvages, de feuilles et de racines. Elle est logée dans des cases de paille. On a construit des habitations avec toit en tôle pour impressionner les étrangers parce qu'on peut les voir depuis des hélicoptères.

Laleia

... situé sur la route de Baucau, à 22 km à l'est de Manatuto. Ici les conditions sont pires qu'à Manatuto ... dans chaque case règnent la pauvreté et la faim. La population pratique la culture du maïs et du riz mais le rendement est très faible parce qu'elle n'a pas de buffles. La situation s'est brutalement dégradée depuis "l'intégration" que (le journaliste) John Hamilton a qualifié de "réussite". La population est maintenant regroupée autour de la ville; et d'importantes régions utilisées autrefois pour la production vivrière - Santo, Nan Rain, Rotuna, Segat, We Tiran, We Morem, Seram Baek, Kok Hoio, Samblai, Tissak Um, Beko, Lian Aen et Todos - ont été abandonnées.

La population ne dispose que d'instruments agraires très primitifs. Même les familles privilégiées, associées à l'administration coloniale sont dans la misère. La population souffre constamment de la faim. A cause de la grave pénurie alimentaire, la quasi-totalité des sources de sagou de la région ont été épuisées et la population doit aller plus loin pour en trouver.

Laklubar

... situé à l'intérieur à 34 km environ de Manatuto, jouxtant la partie centrale montagneuse. Ici les conditions sont extrêmement mauvaises et la population se nourrit principalement de vin de palmier, de patates douces ou de manioc. A cause du sol et du climat, le maïs pousse en neuf mois environ et la production annuelle d'une famille oscille entre 45 et 60 kg. La famine règne donc toute l'année.



### Lacio

... situé à 20 km environ au sud-ouest de Manatuto. Ici la population pratique la culture du riz et du maïs, complétée par la cueillette du sagou. Le maïs a un rendement plus élevé qu'à Manatuto, et la population vend une partie de sa production afin d'avoir un peu d'argent liquide pour satisfaire ses autres besoins. Mais de nombreuses zones de production ont dû être abandonnées lorsque la population a été regroupée de force dans des camps de concentration. Les régions abandonnées étaient des zones de riziculture sous la colonisation portugaise.

### Tutuala

... est situé dans la pointe extrême orientale du Timor oriental. Ici la famine est chronique. La raison fondamentale est la diminution des aires de production. Dans le sud, des régions comme Aleira Lafal étaient des régions de riziculture mais elles sont maintenant contrôlées par les guérilleros. La population se nourrit surtout de manioc, un peu de poisson et très peu de maïs. L'administration coloniale a créé une "coopérative" gérée par le camat et le fonctionnaire koramil; ce n'est qu'un moyen de prélever des taxes sur la population. Ici la famine fait de nombreuses victimes.

### De Titilari à Los Palos

... la situation des Timorais ayant déposé les armes à la fin de 1978 est bien pire que celle des populations s'étant rendus plus tôt. Les mesures de sécurité appliquées à leurs zones de production sont beaucoup plus strictes. Les habitants de ce secteur sont en très mauvaise condition physique, et ils souffrent en permanence de la faim, ce qui leur ôte toute énergie pour cultiver le sol comme il faudrait ou pour chercher des racines ou des feuilles comestibles. A plusieurs reprises, on a ordonné aux habitants d'évacuer leur foyer pour des raisons de sécurité. Ceci s'est produit essentiellement aux alentours de Los Palos, où des troupes armées ont contraint les habitants à abandonner leurs cases qui ont été ensuite détruites. Ces gens ont ainsi été obligés de vivre sous les arbres pendant un certain temps en attendant que de nouvelles cases soient construites. La population se nourrit presque exclusivement de racines sauvages et de noix de coco; le taux de mortalité par inanition est élevée.

### Muapitine

... les habitants de cette localité ont été réinstallés à Vailoro vers le milieu de 1982. Feuilles et racines constituent l'unique source de subsistance dans leur nouveau lieu d'habitation. La mortalité par inanition y est très élevée.

### Camps situés sur la route de Ililopa à Lore

... Les habitants de cette région ne se sont rendus qu'à la fin de 1978, de sorte que leur condition est particulièrement pénible et que leur accès aux terres disponibles pour des cultures vivrières est très sérieusement restreint. Ils doivent eux aussi se contenter de noix de coco et de racines sauvages. Beaucoup meurent de faim.

### Camps situés sur la route Laga-Saelari-Atelari

A part les propriétaires de quelques champs bordant la côte, qui se sont rendus en 1976, la population, dans l'ensemble de la zone s'étendant de part et d'autre de la route d'Atelari, s'est rendue en 1979; avant la guerre, et jusqu'en 1976-1978, la production de riz était abondante autour de Laga, et le maïs et le manioc n'étaient que des cultures d'appoint. A présent, en raison de la faible superficie des terres disponibles, les gens doivent arracher des racines sauvages pour assurer leur subsistance. Les forces de la guérilla contrôlent environ 70 p. 100 des terres productives. Les maladies sont fréquentes et la mortalité par inanition importante.

### Maeran et camps situés sur la route de Poro à Assalaino

... Pour des raisons de sécurité, les terres pouvant être mises en cultures ne doivent pas être distantes de plus de 200 à 500 m du périmètre du camp; il y a donc peu de vivres pour enrayer la famine. Plusieurs régions productives de l'avant-guerre sont à présent abandonnées. La production est donc très faible, ce qui tient également au fait que les gens ne possèdent plus de bétail.

### Baguia

Bien qu'il s'agisse d'un camp "modèle" où l'on trouve de nombreuses maisons à toiture de tôle, ses habitants sont en fait en proie à la faim et à la maladie. Il s'agit en effet d'une des régions où les conditions sont les plus difficiles en raison de la pénurie de terres disponibles pour la production vivrière et de la rigueur des contrôles de sécurité. Le taux de mortalité y est élevé.

### Uatokarabau

La situation des gens qui se sont rendus en 1977 est assez bonne car ils ont le droit de cultiver les terres s'étendant à proximité de la côte. La majeure partie de ceux qui se sont rendus vers la fin de 1978 font l'objet de mesures de contrôle beaucoup plus strictes. Ils ne possèdent que quelques animaux, ne disposent que de peu de terres à labourer et souffrent chaque année d'une grave disette, de décembre à mars.

### Uatolari

Il s'agissait auparavant d'une importante région rizicole, mais de vastes étendues de terres sont à présent abandonnées. Les habitants ne disposent pas des outils voulus pour cultiver la terre; ils n'ont que des barres de fer qui rendent leur travail extrêmement pénible et improductif. La production de maïs et de manioc étant très faible, la population doit aller à la recherche de racines et de feuilles comestibles. Beaucoup n'ont plus que la peau et les os. Des symptômes de malnutrition grave et de faiblesse physique se manifestent en particulier chez les enfants et les vieillards. La maladie sévit mais les soins médicaux sont inexistant, sauf pour ceux qui sont en mesure de les payer. La situation est si mauvaise aujourd'hui que nombreux sont ceux qui mourront de faim. Vu que Uatolari était une région rizicole importante, l'affirmation de Mario Carrascalao, reprise

par John Hamilton, selon laquelle la production de riz du Timor oriental atteindrait 65 000 tonnes cette année est complètement absurde. L'ensemble de la région rizicole s'étendant de Uatolari aux monts Matabean est sous le contrôle des guérilleros.

#### Queliquai

Le grand nombre de personnes réinstallées dans cette région contraste fortement avec la très faible superficie de terres disponibles pour la production vivrière. La production de maïs a repris récemment, ce qui a amélioré la situation, mais en dépit de cela, la production ne suffit qu'à couvrir les besoins pour 3 mois environ. Si la proclamation d'un cessez-le-feu cette année n'avait pas permis d'accroître la production alimentaire, un millier environ de personnes seraient sans aucun doute mortes d'inanition. La plupart des habitants sont affaiblis physiquement, notamment les jeunes et les vieillards. Lorsqu'on survole la région en hélicoptère, on aperçoit des baraquements à toit de tôle. Elles ont été construites en 1982 et récemment encore elles n'abritaient que des troupes indonésiennes. Durant le cessez-le-feu, des habitants de la localité ont reçu l'autorisation d'y emménager mais elles n'ont été construites qu'à des fins de propagande.

#### B. Travail forcé dans les camps de réinstallation du Timor oriental

Le travail forcé est à présent une pratique répandue dans les camps de réinstallation mis en place au Timor oriental vers la fin des années 70, dans le cadre de la stratégie indonésienne visant à isoler les forces de résistance. On exige des Timorais qu'ils travaillent gratuitement sur des terres appartenant à des fonctionnaires indonésiens, ainsi que sur celles détenues par des Timorais privilégiés (chefs de village et de district, gardes civils et chefs du bataillon 745). On les oblige également à participer à la construction de routes, de maisons et de bureaux destinés aux forces d'occupation, ainsi qu'à l'abattage d'arbres et à la coupe de bambous. Dans une région, les gens sont obligés de travailler gratuitement sur la plantation de sucre de Ue Tice, qui appartient à l'Etat. D'une manière générale, on exige des habitants qu'ils effectuent une journée de travail forcé par semaine mais ce nombre peut être augmenté "selon que de besoin".

#### Niveau extrêmement bas de la production vivrière

Dans la quasi-totalité des camps, la production alimentaire est extrêmement faible. Seuls quelques paysans continuent à cultiver du riz et la plupart des familles ne parviennent pas à produire plus de 5 ou 6 tins de maïs par an (1 tin correspond à environ 15 kg). Dans certains endroits, la production est tombée à 2 ou 3 tins par an. La faiblesse de la production s'explique par le régime du travail forcé, et aussi par le fait que la superficie des terres mises à la disposition des habitants des camps est très limitée, alors que de vastes étendues de terres à maïs et à riz productives ont été totalement abandonnées à la suite de la réinstallation forcée des paysans. Selon le FRETILIN, les régions fertiles qui ont été abandonnées comprennent la haute vallée du Vemasse, ainsi qu'une bande de terrain qui s'étend sur 30 km à l'ouest de la ville de Laleia et va jusqu'à Bibileu,

au sud, et qui comprend la haute vallée fertile de la Laleia. Plus au sud, non moins de 14 villages et secteurs se trouvant à l'ouest d'Ossu et de Viqueque ont été abandonnés, alors que plus au nord, 18 autres secteurs de culture vivrière sont à présent en train de retomber en friche.

Les efforts déployés par les habitants des camps pour produire des aliments sur les terres mises à leur disposition sont fortement entravés par la pénurie d'outils agricoles et de bétail. Peu de familles possèdent encore des buffles, si ce n'est les plus fortunées et privilégiées. La plupart des outils sont trop usés pour être réparés, mais les gens n'ont même pas la possibilité de gagner l'argent qu'il leur faudrait pour en acheter de nouveaux.

#### Incendie de récoltes avant le lancement d'opérations militaires

Au début de 1981, les habitants des camps se sont vu brusquement ordonner de moissonner tout leur maïs avant avril, bien qu'il ne fût pas encore mûr. On ne leur a du reste pas laissé suffisamment de temps pour mener à bien cette besogne pénible. Ce qui n'a pu être moissonné à temps a été brûlé sur pied, de sorte que 30 p. 100 de la récolte a été perdue. C'était l'époque où l'armée indonésienne préparait son offensive de 1981, l'Operasi Keamanan. La même année, des ordres identiques ont été lancés pour le maïs, qui devait être moissonné avant le mois d'août sous peine d'être brûlé. Là encore, la destruction des récoltes ne peut s'expliquer que par les préparatifs de l'offensive militaire lancée au mois d'août de la même année.

Le rapport du FRETILIN sur la situation dans les camps est le premier du genre parvenu du Timor oriental. C'est un bilan important qui met en évidence les causes profondes du terrible problème alimentaire que connaît le Timor oriental. Les camps de réinstallation constituent une donnée essentielle du problème, et tant qu'ils existeront, le peuple du Timor oriental sera menacé par la famine.

Quartier général du Conseil révolutionnaire de  
la résistance nationale, le 25 juillet 1983,

Zones libérées du Timor oriental

-----